

*Initiatives ministérielles*

• (1250)

C'est le même gouvernement qui parle de lancer un nouveau programme de formation et d'établir une éthique de la formation parce que les Canadiens dépensent la moitié moins que les Américains. Est-ce que ce sont les industries qui dépensent la moitié moins ou si c'est le gouvernement? Vérifions. Que fait le gouvernement aux États-Unis? Il est le symbole et le modèle de nos grands dirigeants d'en face.

Les États-Unis ont réduit leurs investissements de 3 p. 100 en 1986 et d'encre 2 p. 100 en 1987. Ils se sont cependant ravisés en 1988; ils ont investi 1 p. 100 de plus pour succomber ensuite au même mal que les Canadiens en réduisant encore de 3 p. 100 le budget de l'éducation, les sommes investies à long terme dans notre pays et dans nos concitoyens.

Voyons ce que font nos cousins moins progressistes du monde entier. Il faut pas oublier les populaces d'outre-mer. Ces masses ne connaissent rien, vrai? Elles sont incapables de comprendre la valeur de l'éducation parce que nous en avons le monopole. C'est pourquoi nous pouvons nous permettre des restrictions.

En 1986, le gouvernement d'Italie a accru de 6 p. 100 les fonds publics injectés dans ce secteur. Il les a de nouveau augmentés de 5 p. 100 en 1987 parce qu'ils n'étaient pas suffisants, puis, en 1988, ils les a encore augmentés de 6 p. 100. Découvrant, en 1989, les mérites d'un financement accru de l'éducation pour le développement à long terme, il l'a augmenté une fois de plus de 8 p. 100. Pas étonnant que la pauvre petite Italie gravisse les échelons dans le Groupe des Sept! Elle est en train de décrocher la quatrième place. Elle se plaçait auparavant derrière le Canada.

Les Australiens semblent aussi avisés car, en 1986, le financement de l'éducation par le gouvernement a accusé une hausse de 7 p. 100. Ils ont porté cette hausse à 10 p. 100. Ces gars-là savent ce qu'ils font: 10 p. 100 en 1987, 4 p. 10 en 1988 et de nouveau 6 p. 100 en 1989.

Où en sommes-nous au Canada? Rappelez-vous. Année après année, il y a une baisse moyenne constante de 3,25 p. 100. Nous ne faisons pas des progrès. Nous ne nous dirigeons pas vers une réduction du déficit. Nous ne pourrions pas assurer la croissance nécessaire pour réduire la dette publique, pour diminuer les fonds réservés aux programmes qui constituaient pour certains leur seul

moyen de subsistance, aux programmes sociaux rendus indispensables par la mauvaise gestion du gouvernement. Nous ne pourrions y parvenir si le gouvernement maintient ses politiques à courte vue sur l'avenir de notre pays.

Je m'en voudrais d'offenser certains de mes collègues en ce qui concerne les programmes de recyclage, mais nous allons en parler beaucoup dans quelques instants. Les efforts combinés des secteurs public et privé ont entraîné une hausse des montants consacrés au recyclage de 2 p. 100 en 1986, de 3 p. 100 en 1987, de 5 p. 100 en 1988 et de 2 p. 100 en 1989.

En Australie, la hausse a été de 7 p. 100 en 1986, de 12 p. 100 en 1987, de 9 p. 100 en 1988 et de 12 p. 100 en 1989.

Je sais que les députés d'en face sont fort intéressés. Je pourrais continuer encore et encore et donner les statistiques de Taïwan, du Japon, de l'Italie, de l'Allemagne fédérale et même de la Grande-Bretagne. Soit dit en passant, disent les mauvaises langues, ce pays ne peut plus prétendre à la grandeur en raison de la mauvaise gestion financière de son chef de gouvernement, qui a pourtant senti le besoin de nous dire d'un ton réprobateur à nous Canadiens que nous n'avions rien à craindre du libre-échange, que nous conserverions notre autonomie et que nous serions stupides de laisser passer pareille occasion d'accéder à un si grand marché. Au moment des élections, elle nous a dit: «Vous devez voter pour les conservateurs afin de vous garantir. . .», nous garantir quoi au juste? Une mauvaise gestion sur toute la ligne?

Par contre, quand il s'agit d'union économique en Europe, elle s'y oppose catégoriquement: «Non, non et non, nous ne voulons pas perdre notre identité. Nous devons rester maîtres de notre destinée économique.» Plus clairvoyants, d'autres pays européens disent: «Nous n'avons rien à craindre, les affaires sont les affaires et nous en profiterons tous. Nous mettrons en oeuvre des programmes productifs.»

Que fait le Canada? Il ne suit même pas l'exemple d'un pays comme la Grande-Bretagne dont le gouvernement est toujours considéré comme socialement sinon économiquement réactionnaire. Parmi le Groupe des sept, la Grande-Bretagne est passée du troisième rang au quatrième, puis au cinquième, puis au sixième et, ma parole, si nous n'avions pas été là, elle nous aurait bien remplacés au septième.